

**Accord interprofessionnel départemental**

**PLAN D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES  
(Val-d'Oise)**

**ACCORD INTERPROFESSIONNEL DÉPARTEMENTAL  
DU 22 JANVIER 2007**

PORTANT CRÉATION D'UN PEI DANS LE VAL-D'OISE  
NOR : ASET0750494M

Entre :

La confédération générale des PME-PMI du Val-d'Oise,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

La loi n° 2001-152 du 19 février 2001 sur l'épargne salariale, telle que modifiée par la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites et la loi de finances 2004 du 30 décembre 2003, a favorisé la diversité des placements, les différences de durée d'indisponibilité et a permis de nouvelles possibilités de transfert. Dans la ligne de la volonté exprimée par le législateur d'étendre l'épargne salariale, les partenaires sociaux ont décidé d'instaurer un PEI au niveau du département du Val-d'Oise, dans le respect des dispositions figurant aux articles L. 443-1 et suivants du code du travail. Le présent accord vise à favoriser la mise en œuvre d'un plan d'épargne à 5 ans, d'une part, tout en bénéficiant des avantages fiscaux et sociaux dont sont assorties ces formes d'épargne. Il définit les règles communes applicables au PEI ainsi que les règles spécifiques à chaque plan.

**I. – RÈGLES COMMUNES APPLICABLES AU PEI**

**1. *Champ d'application professionnel et géographique***

Les entreprises susceptibles de voir leurs salariés et, pour celles de moins de 100 salariés, leur(s) dirigeant(s) devenir adhérents du PEI sont celles dont le siège social est sis dans le Val-d'Oise (ou lorsqu'elles disposent de plusieurs établissements, ceux qui sont sis dans le Val-d'Oise) et qui ont décidé de mettre en œuvre les dispositions du présent accord.

## *2. Durée de l'accord. – Révision*

Le présent accord est établi à durée indéterminée.

Il pourra être dénoncé selon les règles légales définies à l'article L. 132-8 du code du travail par tout ou partie des signataires, patronal ou salarial. L'accord pourra être révisé dans les conditions définies à l'article L. 132-7 du code du travail. En cas de modification de la fiscalité ou de l'assujettissement à la sécurité sociale concernant les sommes apportées ou gérées au sein du PEI, cette modification s'opérera de plein droit à la date d'application après réunion des partenaires signataires avec les gestionnaires et information de ceux-ci. Une information appropriée sera alors donnée par les signataires de l'accord.

## *3. Commission de suivi et d'interprétation*

La commission de suivi est composée d'un nombre égal de représentants de l'organisation patronale signataire et des organisations syndicales signataires.

La commission de suivi est aussi la commission d'interprétation et de conciliation.

Elle se réunira tous les 12 mois pour vérifier l'application de l'accord, notamment quant au respect de leurs obligations par les entreprises et aux difficultés que pourraient rencontrer les salariés et dirigeants pour adhérer ou gérer un PEI.

Elle se réunit plus souvent à la convenance des parties, si elles le jugent nécessaire. Elle pourra convoquer des partenaires gestionnaires afin de traiter une question technique.

## *4. Obligations de l'entreprise adhérente au PEI*

Adhésion :

L'adhésion de l'entreprise au PEI fera l'objet d'un avis conforme des délégués du personnel ou du comité d'entreprise s'il existe, à défaut une note d'information à destination du personnel sera publiée. Au moment de son embauche chaque salarié sera informé de l'existence du PEI de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, l'adhésion de l'épargnant, ayant l'ancienneté requise, au PEI est libre et relève d'un droit individuel qu'il tient de la loi. L'existence d'un PEI au niveau du département du Val-d'Oise permet à chaque entreprise et à son personnel d'y adhérer sous les réserves précisées aux paragraphes précédents. Il est entendu entre les parties que le présent accord ne peut être conclu si un accord plus favorable aux salariés est appliqué dans une entreprise.

Retrait :

L'entreprise pourra décider son retrait du PEI si elle met en œuvre un PEE ou participe à un PEG. Le transfert des fonds existants sera opéré, le cas échéant, à la demande écrite exclusive de chaque épargnant.

Exclusion :

Les entreprises couvertes par le présent régime interprofessionnel d'épargne salariale, qui ne respecteraient pas les obligations de l'accord, et notamment les délais et modalités de versement des fonds, pourront être exclues du régime dans les conditions définies par les règlements des fonds.

#### Information :

La commission de suivi sera informée de la mise en place d'un PEI dans une entreprise qui fournira les éléments techniques annexés.

#### Frais de tenue de compte :

L'entreprise prend à sa charge les frais de tenue de compte à raison de 10 € par salarié par épargnant et par année civile ; le minimum de prélèvement est en tout état de cause de 100 € annuels hors taxes.

#### Adhésion par défaut :

Des salariés de très petites entreprises pourront adhérer individuellement au PEI en versant des sommes issues de leurs rémunérations. La CGPME PMI 95 sera l'entreprise par défaut au titre de l'entreprise. Ces conditions particulières dont la prise en charge des frais de gestion, seront mises en place dans le règlement intérieur prévu ci-dessous.

### 5. *Bénéficiaires. – Ancienneté*

Toute entreprise ayant décidé de mettre en œuvre le présent accord pourra bénéficier des dispositions y figurant et chaque salarié pourra adhérer individuellement au PEI qui est mis en place. Il en est de même pour les chefs d'entreprise, les présidents, les directeurs généraux, gérants ou membres du directoire pour les entreprises dont l'effectif habituel comprend au moins 1 et au plus 100 salariés.

Un délai de 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise est exigé pour pouvoir adhérer au plan. L'adhésion fera l'objet d'une communication à l'organisme gestionnaire, après avoir été signifiée à l'employeur par le bénéficiaire du PEI (ci-après dénommé « Epargnant »). Pour la détermination de l'ancienneté, sont pris en compte tous les contrats de travail exécutés au cours des 12 mois qui précèdent l'adhésion. Tout changement de situation de l'épargnant devra faire l'objet d'une information à l'organisme gestionnaire.

### 6. *Obligations vis-à-vis du service chargé de la gestion du registre*

L'entreprise décidant d'adhérer au PEI lui donnera toute information utile sur sa situation au regard de l'existence ou non d'un PEE ou d'un PEG à son niveau et fournira les informations utiles sur ses salariés et dirigeants susceptibles d'adhérer. Elle actualisera également les informations en cas de changement (départ de l'entreprise, retraite...). Lorsqu'elle aura adopté le présent accord dans les formes, elle affichera celui-ci afin d'en faire la publicité interne.

### 7. *Respect des dispositions légales*

Les entreprises adhérentes au PEI doivent respecter, le cas échéant, toutes les dispositions légales en matière de mise en œuvre de la participation, de l'intéressement et de l'abondement.

## 8. Information

Dans le cadre des offres ci-dessous annexées, les organismes :

- Groupama épargne salariale ;
- Macif,

ont été chargés de la tenue des registres des comptes administratifs des épargnants. L'établissement chargé pour le compte des entreprises adhérentes de la tenue du registre des comptes administratifs ouverts au nom de chaque épargnant retrace les sommes affectées soit au PEI. Ce registre comporte pour chaque épargnant la ventilation des investissements réalisés, le relevé des actions ou des parts appartenant à chaque épargnant et les délais d'indisponibilité restant à courir. Une copie du relevé est adressée au moins une fois par an aux épargnants avec l'indication de l'état de leur compte. En cas de départ de l'entreprise, l'état récapitulatif prévu à l'article R. 444-1-3 du code du travail doit être adressé à l'épargnant par le teneur du registre des fonds.

Information après versement :

Chaque épargnant aura à sa disposition le présent accord accompagné de la notice simplifiée des FCPE.

Tout épargnant reçoit après un versement un relevé indiquant :

- le montant des droits attribués à l'épargnant ;
- l'organisme auquel est confiée la gestion de ces droits ;
- la date à partir de laquelle lesdits droits seront négociables ou exigibles ;
- les cas dans lesquels ils peuvent être exceptionnellement liquidés ou transférés avant l'expiration de ce délai.
- le montant du précompte effectué au titre de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

En cas de changement d'adresse, il appartient à l'épargnant d'en aviser, en temps utile, son employeur, qui informe la structure chargée de la tenue des comptes.

Epargnants ayant quitté l'entreprise :

Lorsqu'un épargnant quitte définitivement l'entreprise, à l'exception des retraités, et que tous ses droits sont disponibles, l'épargnant peut obtenir à sa demande la liquidation de son PEI, soit le conserver dans le FCPE, soit le cas échéant, le transférer dans le plan du nouvel employeur. Dans ce cas, l'épargnant en informe l'entreprise qu'il quitte et l'organisme de gestion. Les frais de tenue des comptes cessent d'être à la charge de l'entreprise à l'expiration du délai de 1 an après que les droits acquis par les épargnants sont devenus disponibles ; ces frais incombent dès lors aux porteurs de parts concernés et sont perçus par prélèvement sur les avoirs dans les conditions fixées par le règlement du fonds.

Lorsqu'un épargnant ne peut plus être atteint à la dernière adresse indiquée par lui un an après le déblocage, ses droits sont conservés dans le FCP jusqu'au terme de la prescription (30 ans). Au terme de la prescription trentenaire, la société de gestion procède à la liquidation des parts non réclamées et en verse le montant au fonds de réserve pour les retraites.

## *9. Composition et désignation des conseils de surveillance des FCPE communs au PEI*

Les droits et obligations des épargnants, de la société de gestion et du dépositaire dans le cadre du fonctionnement des FCPE, sont fixés par les règlements desdits FCPE. La commission de suivi, composée d'une part de l'organisation patronale signataire, d'autre part des organisations salariales signataires, désigne pour chaque fond les représentants des porteurs de parts salariés et anciens salariés ainsi que les représentants de chaque entreprise adhérente, dans le respect des dispositions prévues par le règlement de chaque fond. Le nombre de ces représentants est précisé par le règlement de chacun des fonds. Dans tous les cas, le nombre de représentants des porteurs de parts salariés et anciens salariés sera au moins égal aux 2/3 de l'ensemble des membres du conseil de surveillance. Les représentants des organisations syndicales peuvent éventuellement désigner les mêmes personnes pour représenter les salariés porteurs de parts au conseil de surveillance de chacun des fonds de l'entreprise, à condition que ces personnes soient porteurs de parts de chacun des fonds concernés.

## II. – RÈGLES SPÉCIFIQUES AU PEI

### *10. Principe de cumul avec un PEE*

#### 10.1. Nature des sommes susceptibles d'être versées

Versement volontaire :

Les versements annuels d'un salarié ou d'un dirigeant tel que visé à l'article 5 du présent accord aux plans d'épargne auxquels il participe ne peuvent excéder 1/4 de sa rémunération annuelle ou de son revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente. Pour les salariés, il y a lieu de considérer que la rémunération doit être appréciée par rapport au salaire effectivement perçu l'année précédente. L'intéressement peut être apporté à un plan d'épargne si l'accord d'intéressement de l'entreprise ou du groupe en prévoit la possibilité. En ce cas, les primes d'intéressement sont exonérées de l'impôt sur le revenu, le versement correspondant devant être réalisé dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle elles sont dues par l'entreprise. Tous les apports volontaires pourront être effectués plusieurs fois par an. S'il y a intéressement, les versements devront se faire dans le délai de 15 jours rappelé ci-dessus.

Versements complémentaires de l'employeur :

1° L'aide de l'entreprise peut consister dans la seule prise en charge des frais de fonctionnement du plan qui, outre les frais de tenue de registre, comprennent l'ensemble des frais administratifs liés au fonctionnement des conseils de surveillance des fonds prévus par le plan. Cette prise en charge est fixée par rapport au nombre de salariés et dirigeants adhérents et est appelée annuellement. Cette obligation s'impose aux entreprises ayant décidé la mise en œuvre du présent accord.

2° Au-delà de cette participation minimale obligatoire, l'entreprise peut effectuer un versement complémentaire en respectant les règles définies par l'article L. 443-7 et, s'agissant du PEI, en respectant le fonctionnement conformément aux modalités arrêtées par l'entreprise dans le respect des dispositions légales et communiquées au préalable au gestionnaire et au teneur de registre et selon les règles ci-dessous :

- taux d'abondement unique du versement de l'épargnant :
  - 300 % du versement ;
  - 200 % du versement ;
  - 100 % du versement ;
  - 50 % du versement ;
  - limité au taux des frais de fonctionnement ;
- l'abondement listé ci-dessus pourra être majoré de 20 % après 5 années d'ancienneté du salarié.

Par ailleurs l'abondement de l'employeur ne pourra être supérieur soit au plafond de 1 000 € ou 2 300 € (1).

Versement de la participation :

Le PEI peut recevoir les sommes issues de la participation. Les accords de participation fixeront, au niveau des entreprises, les règles de versement ou de transfert en respectant les délais issus des dispositions légales. Pour les entreprises de moins de 50 salariés, le PEI se substitue à un accord de participation.

## 10.2. Minimum de versement

Le minimum annuel de versement de l'épargnant au PEI correspond au montant maximum fixé par arrêté ministériel (soit 160 € en novembre 2006).

## 10.3. Affectation et gestion des sommes

La totalité des sommes versées dans le PEI sont investies, selon le choix individuel de l'épargnant, en parts ou dix millièmes de parts des FCPE dans les fonds décrits dans l'annexe I.

Lorsque le salarié ne précise pas l'affectation de ses versements, ceux-ci sont automatiquement affectés au fonds Macif « court terme » ou au fonds Groupama « épargne responsable et sécurité »

La modification du choix de placement est effectuée en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir. Les frais y afférents sont à la charge de l'épargnant dans les conditions définies par la lettre datée du 11 avril 2005 annexée pour information au présent accord. La commission de souscription perçue à l'entrée du fonds receveur est à la charge de l'épargnant. Les frais de gestion administratifs et financiers sont à la charge du fonds et sont imputés sur les actifs de ce fonds.

---

(1) Valeur à la date de signature de l'accord.

#### 10.4. PEI et participation aux résultats

Le PEI pouvant recueillir les sommes issues des réserves spéciales de participation (RSP) peut également faire office d'accord de participation pour les entreprises de moins de 50 salariés qui ne sont pas assujetties directement à la participation. Dans ce cas, les entreprises concernées par l'accord instituant le plan et qui ont un effectif inférieur à 50 salariés peuvent décider unilatéralement, après avoir informé leurs salariés et leurs élus, d'appliquer la participation financière dans leur entreprise dans les conditions de droit commun définies pour les entreprises de plus de 50 salariés. Une RSP sera alors calculée, à la date d'effet décidée par l'entreprise, selon la formule de droit commun. La répartition de la RSP se fait proportionnellement aux salaires perçus dans la limite des plafonds fixés par la loi. Le salarié aura le choix d'affecter sa participation selon l'un des modes institués par le PEI sauf si le montant est inférieur ou au plus égal à 80 € (selon l'arrêté en vigueur à la date de signature du présent accord). Les sommes provenant de la participation en cours d'indisponibilité sont bloquées pour la période restant à courir.

#### 11. *Cas de déblocage anticipé*

L'article R. 442-17 du code du travail fixe les faits communs de déblocage pour la participation, le PEE et le PEI. Ce sont les suivants : les faits en raison desquels, en application du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article L. 442-7, les droits constitués au profit des épargnants peuvent être, sur leur demande, exceptionnellement liquidés avant l'expiration des délais fixés au 1<sup>er</sup> alinéa de cet article et au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article L. 442-12 sont les suivants :

a) Mariage de l'épargnant ou conclusion d'un pacte civil de solidarité par l'épargnant ;

b) Naissance ou arrivée au foyer d'un enfant en vue de son adoption dès lors que le foyer compte déjà au moins 2 enfants à sa charge ;

c) Divorce, séparation ou dissolution d'un pacte civil de solidarité lorsqu'ils sont assortis d'un jugement prévoyant la résidence habituelle unique ou partagée d'au moins 1 enfant au domicile de l'épargnant ;

d) Invalidité de l'épargnant, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ou doit être reconnue par décision de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel prévue à l'article L. 323-11 ou de la commission départementale de l'éducation spéciale à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'épargnant n'exerce aucune activité professionnelle ;

e) Décès de l'épargnant, de ses ayants droit ;

f) Cessation du contrat de travail ;

g) Affectation des sommes épargnées à la création ou reprise, par l'épargnant, ses enfants, son conjoint ou la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité, d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel, soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle au sens de l'article R. 351-43 à l'installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative de production ;

h) Affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale emportant création de surface habitable nouvelle telle que définie à l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux, ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;

i) Situation de surendettement de l'épargnant définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur, soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'épargnant. La demande de l'épargnant doit être présentée dans un délai de 6 mois à compter de la survenance du fait générateur, sauf dans les cas de cessation du contrat de travail, décès du conjoint ou de la personne mentionnée au e, invalidité et surendettement où elle peut intervenir à tout moment. La levée anticipée de l'indisponibilité intervient sous forme d'un versement unique qui porte, au choix de l'épargnant, sur tout ou partie des droits susceptibles d'être débloqués. Le jugement arrêtant le plan de cession totale de l'entreprise ou le jugement ouvrant ou prononçant la liquidation judiciaire de l'entreprise rendent immédiatement exigibles les droits à participation non échus en application des articles L. 621-94 et L. 622-22 du code de commerce et de l'article L. 143-11-3 du code du travail. Ces faits reçoivent application indistinctement quelle que soit la nature initiale des sommes apportées au PEI.

## 12. *Mise en œuvre*

Les partenaires signataires s'impliqueront dans la mise en œuvre avec les prestataires choisis par eux. Ils se réuniront pour mettre en place une campagne d'information auprès des entreprises du département.

Cette campagne d'information sera faite notamment de :

- réunions collectives avec les entreprises ;
- réunions dans des entreprises ;
- outils de communication vers les entreprises adhérentes aux organisations.

Les prestataires présenteront aux partenaires signataires les éléments de leur politique commerciale, leurs contacts et les résultats. Ils infléchiront leurs actions en fonction de ces résultats.

## 13. *Règlement intérieur*

Un règlement intérieur sera mis en place dès dépôt de l'accord.

## 14. *Dépôt de l'accord*

Le présent accord fera l'objet de dépôt et de publicité dans les conditions définies aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, tant auprès du directeur départemental du travail et de l'emploi et de la formation professionnelle auquel les partenaires demanderont l'agrément, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Cergy-Pontoise.

Fait à Saint-Ouen-l'Aumône, le 22 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)



## ANNEXE I

---

### Gestion des fonds et choix des investissements

Les sommes alimentant le plan, telles qu'elles sont définies au chapitre II, paragraphe 10.1, et quelle que soit leur origine, sont affectées à l'acquisition de parts de fonds communs de placement d'entreprise (FCPE). Ces investissements peuvent s'effectuer au choix.

#### *Groupama Epargne responsable*

##### FCPE Groupama Epargne responsable

Ce fonds est un FCPE à compartiments, tous gérés selon des critères socialement responsables.

Ce FCPE est constitué de 2 séries de 6 compartiments : une série de 6 compartiments dont les frais de gestion sur encours sont déduits de la performance (GER 1), et une deuxième série de 6 compartiments dont les frais de gestion sont pris en charge par l'employeur (GER 2).

Chaque entreprise détermine lors de son adhésion la série proposée aux salariés (à défaut de choix la série proposée sera celle dont les frais de gestion sont déduits de la performance, soit GER 1).

Chaque salarié a le choix d'investir dans un ou plusieurs des compartiments proposés :

- compartiment monétaire : « Epargne responsable sécurité » (profil d'investissement : court terme) ;
- compartiment prudence : « Epargne responsable prudence » (profil d'investissement : fonds diversifié donnant la priorité à la préservation du capital) ;
- compartiment équilibre : « Epargne responsable équilibre » (profil d'investissement : fonds diversifié recherchant le meilleur équilibre entre rentabilité et risque) ;
- compartiment dynamique : « Epargne responsable dynamique » (profil d'investissement : fonds diversifié recherchant des plus-values à long terme) ;
- compartiment régional : « Epargne responsable emploi régional » (profil d'investissement : ce compartiment sera investi en titres de petites et moyennes capitalisations européennes, de PME régionales non cotées françaises qui participent à la vitalité du tissu économique local [français et européen] et à la création d'emplois en région) ;
- compartiment solidaire : « Epargne responsable solidaire » (profil d'investissement : l'actif de ce compartiment sera réparti entre des titres d'entreprises solidaires [5 à 10 %], des actions et partiellement des produits de taux choisis selon des critères SR).

Les sommes alimentant le plan sont versées au dépositaire des avoirs des fonds communs désigné ci-après dans un délai de 15 jours à compter de la date de leur versement.

La gestion de l'épargne salariale se décompose en 2 pôles : la gestion administrative (tenue des comptes conservation de parts et tenue de registres) et la gestion financière (gestion des fonds communs de placement d'entreprises).

L'activité de gestion administrative est assurée par Groupama épargne salariale, située 4-6, avenue d'Alsace, 92033 Paris La Défense, ci-après dénommé « le teneur de compte ».

Groupama épargne salariale est une société d'investissement agréée par le CECEI et habilitée à la tenue de compte conservation de parts par le CMF.

A ce titre, elle assure la tenue de compte conservation de parts et la tenue de registre des avoirs détenus par les salariés sous la forme de parts des FCPE ci-dessus désignés. Elle assure également la tenue de la comptabilité titres et espèces, l'exécution des opérations sur parts et la gestion de la disponibilité des avoirs des salariés de la société.

La gestion financière est assurée, par délégation, par la société de gestion Groupama Asset Management, dont le siège social est 25, rue de Courcelles, 75008 Paris, ci-après dénommé « le gestionnaire », conformément au règlement desdits fonds communs et aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les avoirs des fonds communs sont déposés à la banque Finama, dont le siège social est 157, boulevard Haussmann, 75008 Paris, ci-après dénommée « le dépositaire ».

Tous les versements donneront lieu à la rédaction d'un bulletin de souscription individuel.

En l'absence de choix du bénéficiaire, sur son bulletin de versement, les droits seront employés dans le compartiment Epargne responsable sécurité.

Les versements ont lieu :

- lorsqu'ils proviennent de la participation, dès que celle-ci a pu être calculée ;
- lorsqu'ils proviennent de l'intéressement, au maximum 15 jours après sa date de mise en paiement pour bénéficier de l'exonération fiscale sur la somme épargnée ;
- lorsqu'ils proviennent de transferts, à tout moment ;
- lorsqu'ils proviennent de l'épargne personnelle du bénéficiaire ou de l'abondement de l'entreprise, aux dates fixées par l'entreprise.

Chaque adhérent peut décider à tout moment le transfert de tout ou partie de son épargne dans l'un ou l'autre des fonds communs. Les transferts sont gratuits dans la limite de 3 par an et par épargnant.

La totalité des revenus du portefeuille collectif est obligatoirement réemployée dans les fonds communs et ne donne lieu à aucune répartition entre les porteurs de parts. Les revenus ainsi réemployés viennent en accroissement de la valeur globale des avoirs des fonds et par conséquent de la valeur de chaque part ou fraction de part.

Ce réinvestissement assure aux adhérents une exonération d'impôt sur les revenus.

#### *Macif*

Elle se compose de la gestion financière assurée par Macif gestion et de la gestion administrative assurée par CREELIA.

La totalité des sommes versées au plan est investie au choix de chaque épargnant, dans l'un des fonds communs de placement d'entreprises (FCPE) suivants dont les notices d'information sont annexées au présent accord :

- FCPE monétaire « Macif court terme ES » (FCPE monétaire [sans risque]) ;
- FCPE profilé « Macif prudent ES » (FCPE diversifié à dominante obligataire et monétaire, horizon de placement minimum recommandé : 3 ans) ;
- FCPE profilé « Macif équilibre ES » (FCPE diversifié équilibré, horizon de placement minimum recommandé : 4 ans) ;
- FCPE profilé « Macif dynamique ES » (FCPE diversifié à dominante actions, horizon de placement minimum recommandé : 5 ans) ;
- FCPE solidaire « Macif croissance durable et solidaire ES » (FCPE solidaire investi entre 5 % et 10 % en titres émis par des entreprises solidaires et sur des actions d'entreprises de la zone euro, horizon de placement minimum recommandé : 5 ans et plus).

Ces FCPE sont gérés par la société Macif gestion, société anonyme au capital de 300 000 €, dont le siège social est au Carré Haussmann, 22-28, rue Joubert, 75435 Paris Cedex 09.

L'orientation de la gestion et la composition du portefeuille de chacun des fonds sont précisées à l'article « Orientation de la gestion » de son règlement.

Tous les versements au plan sont inscrits dans les livres de Natexis Banques populaires, société anonyme au capital de 772 095 392 €, agréée en tant qu'établissement de crédit par le CECEI, dont le siège social et l'adresse postale est 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, dénommé « le dépositaire » des FCPE prudent ES, équilibre ES et dynamique ES.

Tous les versements au plan sont inscrits dans les livres de Société générale S.A., établissement de crédit créé le 8 mai 1864 par décret d'autorisation signé par Napoléon III, siège social : 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, adresse postale de la fonction dépositaire : 50, boulevard Haussmann, 75431 Paris Cedex 09, dénommé « le dépositaire » des FCPE Macif court terme ES et Macif croissance durable et solidaire ES.

Le teneur de compte conservateur de parts des épargnants au plan pour chaque FCPE et le teneur de registres du plan sur délégation de l'entreprise, en application de l'article R. 443-5 du code du travail, est CREELIA, société en nom collectif, agréée par le CECEI, au capital de 24 000 000 €, 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris.

Les revenus et produits des avoirs compris dans le FCPE sont obligatoirement réinvestis. Il en va de même des crédits d'impôt qui leur sont attachés et dont la restitution sera demandée à l'administration par les soins du dépositaire. Les sommes provenant de cette restitution seront elles-mêmes réemployées.

### **Fonds d'attente :**

A défaut d'instruction de la part de l'épargnant ou de l'entreprise sur le choix du (des) FCPE destinataire(s) du versement, le teneur de compte investit les sommes reçues dans le fonds par défaut Macif court terme ES. L'épargnant a par la suite la possibilité de modifier le placement en avisant le teneur de compte. Cette opération de modification a lieu sur la première date suivant la réception de l'instruction par le teneur de compte.

**NOTICE D'INFORMATION**  
**du fonds commun de placement d'entreprise**

**Macif court terme ES**

**Code AMF : 07903**

Compartiment :                      oui ☐      non ☒

Nourricier :                              oui ☒      non ☐

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de Macif gestion.

Le FCPE « Macif court terme ES » est un fonds multi-entreprise.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier et à ce titre est investi à moins de 1/3 de son actif en titres de l'entreprise, créé pour l'application :

- des divers accords de participation passés entre les sociétés et leur personnel ;
- des divers PEE, PEI, PERCO et PERCOI établis entre les sociétés et leur personnel.

Le conseil de surveillance est composé pour chaque entreprise adhérente de :

- 2 membres salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés de chaque entreprise élus directement par les porteurs de parts (ou désigné par les comités d'entreprises ou les représentants des diverses organisations syndicales, selon convention par entreprise) ;
- 1 membre représentant l'entreprise, désigné par la direction de l'entreprise.

### *Orientation de gestion du fonds*

Le FCPE Macif court terme ES est classé en « FCPE monétaire euro ». Il est un FCPE nourricier du fonds « Macif court terme » (prospectus joint) également classé en « FCP monétaire euro ».

A ce titre, l'actif du FCPE Macif court terme ES est investi en totalité et en permanence en parts dudit fonds Macif court terme, et le solde en liquidités.

La performance du fonds sera différente de celle du maître, notamment à cause de ses frais de gestion propres.

### *Objectif de gestion*

L'objectif du FCP Macif court terme est de procurer au souscripteur un rendement de court terme (durée maximum de placement recommandée inférieure à 3 mois) égal à l'EONIA (*European Overnight Index Average*) sur la même période.

### *Indicateur de référence*

L'indice EONIA (*European Overnight Index Average*) correspond à la moyenne des taux au jour le jour de la zone euro. Il est calculé par la Banque centrale européenne et représente le taux sans risque de la zone euro.

### *Stratégie d'investissement*

Le gérant s'efforce d'obtenir une évolution de la valeur liquidative la plus régulière possible en liaison avec cet indicateur. Le fonds comportera de la dette publique et de la dette privée.

Les actifs de Macif court terme sont investis dans des titres émis par des organismes veillant tout particulièrement au respect des droits de l'homme, à la lutte contre la corruption et à la qualité de la protection sociale. Les émetteurs privés sont sélectionnés selon des critères sociaux et sociétaux et dans le but de promouvoir l'investissement socialement responsable (ISR).

Le portefeuille de Macif court terme est composé essentiellement de titres de créances négociables, (euro commercial paper émis à taux fixe ou à taux variable (index monétaire), de bons du Trésor d'un Etat de la zone euro) et à titre accessoire d'obligations de durée résiduelle inférieure à 1 an ou émises à taux fixe et variable (index monétaires...), et enfin de pensions livrées dans le cadre de la convention de place AFB. La notation minimum court terme admise en portefeuille sera A 2. Celle à long terme sera A.

Le fonds est géré à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité de 0 à 0.5.

L'OPCVM peut intervenir sur des instruments dérivés afin de prendre des positions en vue de couvrir les titres à taux fixe détenus en portefeuille.

Dans le cadre de la gestion de la trésorerie et de manière accessoire, l'OPCVM peut avoir recours à des parts ou actions d'OPCVM (notamment monétaires) et à des opérations d'acquisition et de cession temporaires.

### *Profil de risque*

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ils connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Risque de crédit : une partie du portefeuille peut être investie en obligations privées. En cas de dégradation de la qualité des émetteurs privés, par exemple de leur notation par les agences de notation financière, la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de taux : en cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser.

Ce risque est limité, la sensibilité globale étant comprise entre 0 et 0,5.

Risque de perte en capital : le fonds n'offre pas de garantie ni protection du capital. Le capital initialement investi peut ne pas être entièrement restitué.

La durée de placement recommandée est de 3 mois.

Nous attirons l'attention des porteurs sur la durée légale de blocage de leurs avoirs pendant 5 ans.

Intervention du FCPE Macif court terme ES sur les marchés à terme et conditionnels : non.

### *Fonctionnement du fonds*

La valeur liquidative est calculée le dernier jour de bourse ouvré non férié de la semaine et est datée de la veille du jour de bourse ouvré non férié suivant ;

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative : Société générale, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Affichage dans les entreprises.

Conformément aux dispositions de l'article 411-31 du règlement général de l'AMF, elle est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination. Elle est mise à disposition du conseil de surveillance à compter du premier jour ouvrable qui suit sa détermination et affichée dans les locaux de l'entreprise et de ses établissements. Le conseil de surveillance peut obtenir sur sa demande communication des valeurs liquidatives calculées.

La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre et communiquée sur demande des porteurs de parts par l'entreprise. Un rapport annuel de gestion est par ailleurs adressé aux porteurs de parts par l'entreprise.

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : Natexis Interépargne, 68-76, quai de la Rapée, 75606 Paris Cedex 12, ou tout autre teneur de compte conservateur de parts avec lequel l'entreprise aura conclu une convention.

Modalités de souscription et de rachat :

- apports et retraits : en numéraire ou apports de titres ; possibilité de souscrire en fractions de part.
- mode d'exécution : prochaine valeur liquidative.

Les sommes versées au fonds doivent être confiées au teneur de compte conservateur de parts avant le calcul de la valeur liquidative.

Les demandes de remboursement de parts sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative au prix de rachat conformément aux modalités prévues dans le règlement. Elles sont reçues à tout moment par le teneur de compte conservateur de parts.

Ces demandes, accompagnées s'il y a lieu des pièces justificatives, doivent être adressées à l'entreprise, qui après contrôle les valide et les fait parvenir au teneur de compte conservateur de parts, avant la détermination de la valeur de la part, au plus tard à 16 heures la veille de la détermination de la valeur de part.

- commission de souscription à l'entrée : 3 % maximum :
  - à la charge de l'entreprise selon convention par entreprise ;
  - à la charge des porteurs selon convention par entreprise.

Le total des frais de souscription de l'OPCVM maître, Macif court terme et de Macif court terme ES s'élève à 3 % maximum.

- commission de rachat à la sortie : néant.

Commission d'arbitrage : selon convention par entreprise.

Frais de fonctionnement et de gestion :

- 0,54 % l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds ;
- les frais de gestion indirects s'élèvent à 0,24 % l'an TTC maximum de l'actif net du fonds sous-jacent ;
- Le total des frais de gestion directs et indirects s'élève à 0,78 % l'an TTC maximum de l'actif net.

Ces frais ne comprennent pas les honoraires du contrôleur légal des comptes du FCPE, qui sont à la charge de la société de gestion. Le montant de ces honoraires figure dans le rapport annuel de gestion.

Commission de surperformance : néant.

Commission de mouvement : néant.

Affectation des revenus du fonds : réinvestissement dans le fonds.

Frais de tenue de compte conservation :

- à la charge de l'entreprise, pour les salariés ;
- convention par entreprise, pour les porteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité :

- 5 ans ;
- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO, PERCOI).

Disponibilité des parts :

- 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les droits sont nés (participation seule ou avec PEE ou PEI ou PEG) ;
- dernier jour du 6<sup>e</sup> mois (PEE ou PEI seul) de la 5<sup>e</sup> année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les versements ont été effectués (PEE, PEI ou PEG seul) ;
- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO, PERCOI).

Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance :

Les salariés bénéficiaires ou leurs ayants droit peuvent demander le rachat de tout ou partie de leurs parts, dans les conditions prévues dans l'accord de participation et/ou des règlements des divers plans d'épargne salariale. Les demandes de rachats accompagnées s'il y a lieu des pièces justificatives, sont à adresser, éventuellement par l'intermédiaire de l'entreprise, au teneur de compte conservateur de parts et sont exécutées au prix de rachat calculé

conformément aux modalités prévues dans le règlement dans un délai n'excédant pas 15 jours ouvrés après l'établissement de la première valeur liquidative suivant la réception de la demande.

Valeur de la part à la constitution du fonds : 100 €.

*Nom et adresse des intervenants*

Société de gestion : Macif gestion, carré Haussmann, 22-28, rue Joubert, 75435 Paris Cedex 09.

Dépositaire : Société générale, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Conservateur : Société générale, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Contrôleur légal des comptes : Amyot Exco audit, 100, rue de Courcelles, 75017 Paris.

Teneur de compte conservateur des parts : Natexis Interépargne, 68-76, quai de la Rapée, 75606 Paris Cedex 12 ou tout autre teneur de comptes conservateur de parts avec lequel l'entreprise aura conclu une convention.

Ce FCPE a été agréé par la COB, devenue AMF, le 9 novembre 2001.

Date de la dernière mise à jour de la notice : 4 juillet 2006.

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE.

Au plus tard 4 mois après la clôture de l'exercice, le rapport annuel certifié du FCPE ainsi que le rapport annuel du FCP maître sont adressés à l'entreprise, qui les diffuse ensuite à chacun des porteurs de parts.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.



**NOTICE D'INFORMATION**  
**du fonds commun de placement d'entreprise**

**Macif prudent ES**

**Code AMF : 87096**

Compartiment :                      oui ☐      non ☒

Nourricier :                          oui ☐      non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de Macif Gestion ou Natexis Banques populaires.

Le FCPE « Macif prudent ES » est un fonds multientreprise.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier créé pour l'application :

- des divers accords de participation passés entre les sociétés et leur personnel ;
- des divers PEE, PEI, PERCO et PERCOI établis entre les sociétés et leur personnel.

Le conseil de surveillance est composé pour chaque entreprise adhérente de :

- 2 membres salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés de chaque entreprise élus directement par les porteurs de parts (ou désigné par les comités d'entreprises ou les représentants des diverses organisations syndicales, selon convention par entreprise) ;
- 1 membre représentant l'entreprise, désigné par la direction de l'entreprise.

### *Orientation de gestion du fonds*

Le FCPE « Macif prudent ES » est classé dans la catégorie « FCPE diversifié ».

#### Objectif de gestion et stratégie d'investissement

Le FCPE a pour objectif la valorisation de ses actifs à court terme.

#### Durée de placement recommandée

La durée de placement recommandée est de 1 an.

#### Composition de l'OPCVM

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers.

Le portefeuille est principalement investi selon la répartition cible suivante :

- 75 % environ de son actif sur les marchés monétaire et obligataire (obligations, titres de créances négociables libellés en euros, parts ou actions d'OPCVM investis sur ces mêmes marchés) ;
- 25 % environ de son actif sur un ou plusieurs marchés des actions émises dans un ou plusieurs pays de la zone euro, dont éventuellement le marché français ou en parts d'OPCVM à vocation générale classés « actions françaises », « actions de pays de la zone euro » au sens de l'instruction de la Commission des opérations de Bourse du 15 décembre 1998.

La répartition réelle ne pourra pas s'écarter de la répartition cible de plus ou moins 5 points de pourcentage. Intervention sur les marchés à terme et conditionnels du MATIF, du LIFFE et de l'EUREX, dans un but de protection du portefeuille.

#### Contrats des marchés actions :

- contrat à terme ferme sur l'indice CAC 40-10 euros ;
- contrat à terme ferme sur l'indice Dow Jones Euro Stoxx 50 sm.

#### Contrats taux du marché Eurex :

- contrat à terme Euribor 3 mois ;
- contrat à terme Euro Schatz ;
- contrat à terme Euro Bobl ;
- contrat à terme Euro Bund.

#### Contrats taux du marché MATIF :

- contrat à terme Euro Notionnel ;
- contrat à terme 5 ans Euro Future.

### *Fonctionnement du fonds*

La valeur liquidative est calculée le dernier jour de Bourse ouvré non férié de la semaine et est datée de ce même jour.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative : Natexis Banques populaires, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Affichage dans les entreprises.

Conformément aux dispositions de l'article 411-31 du règlement général de l'AMF, elle est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination. Elle est mise à disposition du conseil de surveillance à compter du premier jour ouvrable qui suit sa détermination et affichée dans les locaux de l'entreprise et de ses établissements. Le conseil de surveillance peut obtenir sur sa demande communication des valeurs liquidatives calculées.

La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre et communiquée sur demande des porteurs de parts par l'entreprise. Cette dernière tient à la disposition des porteurs de parts les rapports annuels de gestion de chacun des fonds cibles.

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : Natexis Intéropargne, 68-76, quai de la Rapée, 75606 Paris Cedex 12, ou tout autre teneur de comptes conservateur de parts avec lequel l'entreprise aura conclu une convention.

Modalités de souscription et de rachat :

- apports et retraits :
  - en numéraire ou apports de titres ;
  - possibilité de souscrire en fractions de parts.
- mode d'exécution : prochaine valeur liquidative.
- commission de souscription à l'entrée : 3 % maximum à la charge de l'entreprise, à la charge des porteurs selon convention par entreprise.

La commission de souscription maximale, directe et indirecte, s'élève à 3 %.

- commission de rachat à la sortie : néant.
- commission d'arbitrage : selon convention par entreprise.

Frais de fonctionnement et de gestion : 0,60 % l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds.

Le total des frais de gestion directs et indirects s'élève à 1,40 % l'an HT maximum de l'actif net.

Ces frais ne comprennent pas les honoraires du contrôleur légal des comptes du FCPE, qui sont à la charge de la société de gestion. Le montant de ces honoraires figure dans le rapport annuel de gestion.

Commission de surperformance : néant.

Commission de mouvement : néant.

Affectation des revenus du fonds : réinvestissement dans le fonds.

Frais de tenue de compte conservation :

- à la charge de l'entreprise, pour les salariés ;
- convention par entreprise, pour les porteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité :

- 5 ans ;
- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO, PERCOI).

Disponibilité des parts :

- 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les droits sont nés (participation seule ou avec PEE ou PEI ou PEG) ;

- dernier jour du 6<sup>e</sup> mois (PEE ou PEI seul) de la 5<sup>e</sup> année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les versements ont été effectués (PEE, PEI ou PEG seul) ;
- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO, PERCOI).

Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance :

Les salariés bénéficiaires ou leurs ayants droit peuvent demander le rachat de tout ou partie de leurs parts, dans les conditions prévues dans l'accord de participation et/ou des règlements des divers plans d'épargne salariale. Les demandes de rachats accompagnées s'il y a lieu des pièces justificatives, sont à adresser, éventuellement par l'intermédiaire de l'entreprise au teneur de compte conservateur de parts et sont exécutées au prix de rachat calculé conformément aux modalités prévues dans le règlement dans un délai n'excédant pas quinze jours ouvrés après l'établissement de la première valeur liquidative suivant la réception de la demande.

Valeur de la part à la constitution du fonds : 100 €.

#### *Nom et adresse des intervenants*

Société de gestion : Macif gestion, Carré Haussmann, 22-28, rue Joubert, 75435 Paris Cedex 09.

Dépositaire : Natexis Banques populaires, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Conservateur : Natexis Banques populaires, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Contrôleur légal des comptes : APLITEC, 44, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

Teneur de compte conservateur de parts : Natexis Interépargne, 68-76, quai de la Rapée, 75606 Paris Cedex 12, ou tout autre teneur de compte conservateur de parts avec lequel l'entreprise aura conclu une convention.

Ce FCPE a été agréé par la COB, devenue AMF, le 10 décembre 2002.

Date de la dernière mise à jour de la notice : 8 juin 2005.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**NOTICE D'INFORMATION**  
**du fonds commun de placement d'entreprise**

**Macif équilibre ES**

**Code AMF : 87097**

Compartment :                      oui ☐      non ☒

Nourricier :                        oui ☐      non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de Macif Gestion ou Natexis Banques populaires.

Le FCPE « Macif équilibre ES » est un fonds multientreprise.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier, créé pour l'application :

- des divers accords de participation passés entre les sociétés et leur personnel ;
- des divers PEE, PEI, PERCO et PERCOI établis entre les sociétés et leur personnel.

Le conseil de surveillance est composé pour chaque entreprise adhérente de :

- 2 membres salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés de chaque entreprise élus directement par les porteurs de parts (ou désignés par les comités d'entreprise ou les représentants des diverses organisations syndicales, selon convention par entreprise) ;

- 1 membre représentant l'entreprise, désigné par la direction de l'entreprise.

### *Orientation de gestion du fonds*

Le FCPE Macif équilibre ES est classé dans la catégorie « FCPE diversifié ».

### *Objectif de gestion et stratégie d'investissement*

Le FCPE a pour objectif de gestion la valorisation de ses actifs à moyen terme en limitant les risques.

### *Durée de placement recommandée*

La durée de placement recommandée est de 2 ans.

### *Composition de l'OPCVM*

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers.

Le portefeuille est principalement investi selon la répartition cible suivante :

- 50 % environ de son actif sur les marchés monétaire et obligataire (obligations, titres de créances négociables libellés en euros, parts ou actions d'OPCVM investis sur ces mêmes marchés) ;
- 50 % environ de son actif sur un ou plusieurs marchés des actions émises dans un ou plusieurs pays de la zone euro, dont éventuellement le marché français, ou en parts d'OPCVM à vocation générale classés « actions françaises », « actions de pays de la zone euro » au sens de l'instruction de la Commission des opérations de Bourse du 15 décembre 1998.

La répartition réelle ne pourra pas s'écarter de la répartition cible de plus ou moins 5 points de pourcentage.

Intervention sur les marchés à terme et conditionnels du MATIF, du LIFFE, et de l'EUREX, dans un but de protection du portefeuille.

Contrats des marchés actions :

- contrat à terme ferme sur l'indice CAC 40-10 euros ;
- contrat à terme ferme sur l'indice Dow Jones Euro Stoxx 50 sm.

Contrats taux du marché EUREX :

- contrat à terme Euribor 3 mois ;
- contrat à terme Euro Schatz ;
- contrat à terme Euro Bobl ;
- contrat à terme Euro Bund.

Contrats taux du marché MATIF :

- contrat à terme Euro Notionnel ;
- contrat à terme 5 ans Euro Future.

### *Fonctionnement du fonds*

- la valeur liquidative est calculée le dernier jour de bourse ouvré non férié de la semaine et est datée de ce même jour ;

- lieu et mode de publication de la valeur liquidative Natexis Banques populaires, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Affichage dans les entreprises.

Conformément aux dispositions de l'article 411-31 du règlement général de l'AMF, elle est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination. Elle est mise à disposition du conseil de surveillance à compter du premier jour ouvrable qui suit sa détermination et affichée dans les locaux de l'entreprise et de ses établissements. Le conseil de surveillance peut obtenir sur sa demande communication des valeurs liquidatives calculées.

La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre et communiquée sur demande des porteurs de parts par l'entreprise. Cette dernière tient à la disposition des porteurs de parts les rapports annuels de gestion de chacun des fonds cibles.

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :

- Natexis Interépargne, 68/76, quai de la Rapée, 75606 Paris Cedex 12, ou tout autre teneur de comptes conservateur de parts avec lequel l'entreprise aura conclu une convention.

Modalités de souscription et de rachat :

- apports et retraits :
  - en numéraire ou apports de titres ;
  - possibilité de souscrire en fractions de part.
- mode d'exécution :
  - prochaine valeur liquidative.
- commission de souscription à l'entrée : 3 % maximum :
  - à la charge de l'entreprise selon convention par entreprise ;
  - à la charge des porteurs selon convention par entreprise.

La commission de souscription maximale, directe et indirecte, s'élève à 3 %.

- commission de rachat à la sortie : néant ;
- commission d'arbitrage : selon convention par entreprise.

Frais de fonctionnement et de gestion : 0,60 % l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds.

Le total des frais de gestion directs et indirects s'élève à 1,40 % l'an HT maximum de l'actif net.

Ces frais ne comprennent pas les honoraires du contrôleur légal des comptes du FCPE, qui sont à la charge de la société de gestion. Le montant de ces honoraires figure dans le rapport annuel de gestion.

Commission de surperformance : néant.

Commission de mouvement : néant.

Affectation des revenus du fonds : réinvestissement dans le fonds.

Frais de tenue de compte conservation :

- à la charge de l'entreprise, pour les salariés ;
- convention par entreprise, pour les porteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité :

- 5 ans ;
- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO, PERCOI).

Disponibilité des parts :

- 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les droits sont nés (participation seule ou avec PEE ou PEI ou PEG) ;
- dernier jour du 6<sup>e</sup> mois (PEE ou PEI seul) de la 5<sup>e</sup> année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les versements ont été effectués (PEE, PEI ou PEG seul) ;
- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO, PERCOI).

Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance :

Les salariés bénéficiaires ou leurs ayants droit peuvent demander le rachat de tout ou partie de leurs parts, dans les conditions prévues dans l'accord de participation et/ou des règlements des divers plans d'épargne salariale. Les demandes de rachats accompagnées s'il y a lieu des pièces justificatives, sont à adresser, éventuellement par l'intermédiaire de l'entreprise, au teneur de compte conservateur de parts et sont exécutées au prix de rachat calculé conformément aux modalités prévues dans le règlement dans un délai n'excédant pas 15 jours ouvrés après l'établissement de la première valeur liquidative suivant la réception de la demande.

- Valeur de la part à la constitution du fonds : 100 €.

#### *Nom et adresse des intervenants*

Société de gestion : Macif Gestion, carré Haussmann, 22-28, rue Joubert, 75435 Paris Cedex 09.

Dépositaire : Natexis Banques populaires, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Conservateur : Natexis Banques populaires, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Contrôleur légal des comptes : Aplitec, 44, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

Teneur de compte-conservateur des parts : Natexis interépargne, 68-76, quai de la Rapée, 75606 Paris Cedex 12, ou tout autre teneur de comptes conservateur de parts avec lequel l'entreprise aura conclu une convention.

Ce FCPE a été agréé par la COB, devenue AMF, le 10 décembre 2002.

Date de la dernière mise à jour de la notice : 8 juin 2005.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.



**NOTICE D'INFORMATION**  
**du fonds commun de placement d'entreprise**

**Macif dynamique ES**

**Code AMF : 87098**

Compartiment :                      oui ☐      non ☒

Nourricier :                          oui ☐      non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de Macif Gestion ou Natexis Banques populaires.

Le FCPE « Macif dynamique ES » est un fonds multi-entreprise.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier, créé pour l'application :

- des divers accords de participation passés entre les sociétés et leur personnel ;
- des divers PEE, PEI, PERCO et PERCOI établis entre les sociétés et leur personnel.

Le conseil de surveillance est composé pour chaque entreprise adhérente de :

- 2 membres salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés de chaque entreprise élus directement par les porteurs de parts (ou désigné par les comités d'entreprises ou les représentants des diverses organisations syndicales, selon convention par entreprise) ;
- 1 membre représentant l'entreprise, désigné par la direction de l'entreprise.

### *Orientation de gestion du fonds*

Le FCPE Macif dynamique ES est classé dans la catégorie FCPE « Actions de pays de la zone euro ».

#### Objectif de gestion et stratégie d'investissement

Le FCPE a pour objectif la valorisation de ses actifs à long terme en privilégiant la performance.

#### Durée de placement recommandée

La durée de placement recommandée est de 3 ans.

#### Composition de l'OPCVM

Le FCPE est en permanence investi et/ou exposé à hauteur de 60 % au moins sur un ou plusieurs marchés des actions émises dans un ou plusieurs pays de la zone euro, dont, éventuellement, le marché français.

Peuvent rentrer dans ces 60 %, les OPCVM à vocation générale classés « actions de pays de la zone euro » au sens de l'instruction de la Commission des opérations de Bourse du 15 décembre 1998.

Le portefeuille est principalement investi selon la répartition cible suivante :

- 25 % environ de son actif sur les marchés monétaire et obligataire (obligations, titres de créances négociables libellés en euros, parts ou actions d'OPCVM investis sur ces mêmes marchés) ;
- 75 % environ de son actif sur un ou plusieurs marchés des actions émises dans un ou plusieurs pays de la zone euro, dont éventuellement le marché français ou en parts d'OPCVM à vocation générale classés « actions françaises », « actions de pays de la zone euro » au sens de l'instruction de la Commission des opérations de bourse du 15 décembre 1998.

La répartition réelle ne pourra pas s'écarter de la répartition cible de plus ou moins 5 points de pourcentage.

Intervention sur les marchés à terme et conditionnels du « MATIF », du « LIFFE », et de « l'EUREX », dans un but de protection du portefeuille.

#### Contrats des marchés actions :

- contrat à terme ferme sur l'indice CAC 40-10 euros ;
- contrat à terme ferme sur l'indice Dow Jones Euro Stoxx 50 sm ;

#### Contrats taux du marché Eurex :

- contrat à terme Euribor 3 mois ;
- contrat à terme Euro Schatz ;
- contrat à terme Euro Bobl ;
- contrat à terme Euro Bund.

#### Contrats taux du marché MATIF :

- contrat à terme Euro Notionnel ;
- contrat à terme 5 ans Euro Future.

### *Fonctionnement du fonds*

- la valeur liquidative est calculée le dernier jour de Bourse ouvré non férié de la semaine et est datée de ce même jour ;
- lieu et mode de publication de la valeur liquidative : Natexis Banques populaires, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Affichage dans les entreprises.

Conformément aux dispositions de l'article 411-31 du règlement général de l'AMF, elle est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination. Elle est mise à disposition du conseil de surveillance à compter du premier jour ouvrable qui suit sa détermination et affichée dans les locaux de l'entreprise et de ses établissements. Le conseil de surveillance peut obtenir sur sa demande communication des valeurs liquidatives calculées.

- la composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre et communiquée sur demande des porteurs de parts par l'entreprise. Cette dernière tient à la disposition des porteurs de parts les rapports annuels de gestion de chacun des fonds cibles ;
- établissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : Natexis Intéropargne, 68-76, quai de la Rapée, 75606 Paris Cedex 12, ou tout autre teneur de comptes conservateur de parts avec lequel l'entreprise aura conclu une convention.

Modalités de souscription et de rachat :

Apports et retraits :

- en numéraire ou apports de titres ;
- possibilité de souscrire en fractions de parts.

Mode d'exécution : prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription à l'entrée : 3 % maximum :

- à la charge de l'entreprise selon convention par entreprise ;
- à la charge des porteurs selon convention par entreprise.

La commission de souscription maximale, directe et indirecte, s'élève à 3 %.

Commission de rachat à la sortie : néant.

Commission d'arbitrage : selon convention par entreprise.

Frais de fonctionnement et de gestion : 0,60 % l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds.

Le total des frais de gestion directs et indirects s'élève à 1,40 % l'an HT maximum de l'actif net.

Ces frais ne comprennent pas les honoraires du contrôleur légal des comptes du FCPE, qui sont à la charge de la société de gestion. Le montant de ces honoraires figure dans le rapport annuel de gestion.

Commission de surperformance : néant.

Commission de mouvement : néant.

Affectation des revenus du fonds : réinvestissement dans le fonds.

Frais de tenue de compte conservation :

- à la charge de l'entreprise, pour les salariés ;
- convention par entreprise, pour les porteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité :

- 5 ans ;
- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO, PERCOI).

Disponibilité des parts :

- 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les droits sont nés (participation seule ou avec PEE ou PEI ou PEG) ;
- dernier jour du 6<sup>e</sup> mois (PEE ou PEI seul) de la cinquième année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les versements ont été effectués (PEE, PEI ou PEG seul) ;
- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO, PERCOI).

Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance :

Les salariés bénéficiaires ou leurs ayants droit peuvent demander le rachat de tout ou partie de leurs parts, dans les conditions prévues dans l'accord de participation et/ou des règlements des divers plans d'épargne salariale. Les demandes de rachats accompagnées s'il y a lieu des pièces justificatives, sont à adresser, éventuellement par l'intermédiaire de l'entreprise au teneur de compte conservateur de parts et sont exécutées au prix de rachat calculé conformément aux modalités prévues dans le règlement dans un délai n'excédant pas quinze jours ouvrés après l'établissement de la première valeur liquidative suivant la réception de la demande.

Valeur de la part à la constitution du fonds : 100 €.

*Nom et adresse des intervenants*

Société de gestion : Macif Gestion, Carré Haussmann, 22-28, rue Joubert, 75435 Paris Cedex 09.

Dépositaire : Natexis Banques populaires, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Conservateur : Natexis Banques populaires, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Contrôleur légal des comptes : Aplitec, 44, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

Teneur de compte conservateur de parts : Natexis Interépargne, 68-76, quai de la Rapée, 75606 PARIS Cedex 12, ou tout autre teneur de compte conservateur de parts avec lequel l'entreprise aura conclu une convention.

Ce FCPE a été agréé par la COB, devenue AMF, le 10 décembre 2002.

Date de la dernière mise à jour de la notice : 8 juin 2005.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**NOTICE D'INFORMATION**  
**du fonds commun de placement d'entreprise solidaire**

**Macif croissance durable et solidaire ES**

**Code AMF : 08025**

Compartiment :                      oui ☐      non ☒

Nourricier :                          oui ☒      non ☐

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de Macif Gestion.

Le FCPE « Macif croissance durable et solidaire ES » est un fonds multi-entreprises.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier créé pour l'application :

- des divers accords de participation passés entre les sociétés et leur personnel ;
- des divers PEE, PEI, PERCO et PERCOI établis entre les sociétés et leur personnel.

Le conseil de surveillance est composé pour chaque entreprise adhérente de :

- 2 membres salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés de chaque entreprise élus directement par les porteurs de parts (ou désigné par les comités d'entreprises ou les représentants des diverses organisations syndicales, selon convention par entreprise) ;

- 1 membre représentant l'entreprise, désigné par la direction de l'entreprise.

### *Orientation de gestion du fonds*

Le FCPE « Macif croissance durable et solidaire ES » est classé en « FCPE Actions de pays de la zone euro ». Il est un FCPE nourricier du fonds « Macif croissance durable et solidaire » (prospectus joint) également classé en « FCP Actions de pays de la zone euro ».

A ce titre, l'actif du FCPE « Macif croissance durable et solidaire ES » est investi en totalité et en permanence en parts dudit fonds « Macif croissance durable et solidaire », et le solde en liquidités.

La performance du fonds sera différente de celle du maître, notamment à cause de ses frais de gestion propres.

### *Objectif de gestion*

L'objectif du FCP Macif croissance durable et solidaire est d'obtenir à long terme une surperformance par rapport au Dow Jones Eurotoxx 50 grâce à l'utilisation de critères extra-financiers. Néanmoins, l'approche long terme dans laquelle s'inscrit l'objectif de gestion et l'utilisation de coefficients de sur ou sous-pondération aux valeurs composant le portefeuille peuvent induire des écarts de performance avec l'indicateur de référence.

### *Indicateur de référence*

La performance du fonds peut être comparée à celle de l'indice action Dow Jones Euro Stoxx 50.

L'indice Dow Jones Euro Stoxx 50 est un indice représentatif de la performance des 50 plus grosses entreprises de la zone euro. Il est calculé dividendes réinvestis.

### *Stratégie d'investissement*

Le gérant met en œuvre une approche fondée sur une analyse extra-financière des sociétés composant son indicateur de référence, qui permet de déterminer les pondérations des titres dans le portefeuille. Cette approche permet au gérant de projeter les valeurs et leurs rendements escomptés sur une perspective de long terme.

Le fonds est exposé à 60 % minimum aux actions de la zone euro.

Les actifs de Macif croissance durable et solidaire sont sélectionnés selon des critères sociaux et sociétaux.

Ces critères sont :

- qualité des ressources humaines au sein de l'entreprise ;
- respect de l'environnement ;
- qualité de la relation avec les clients/fournisseurs ;
- le degré de développement gouvernement d'entreprise ;
- engagement sociétal de l'entreprise.

Pour analyser les émetteurs au regard des critères non financiers, la société de gestion pourra s'appuyer sur des rapports fournis par des agences de notation sociale et environnementale.

Les actifs de Macif croissance durable et solidaire sont essentiellement exposés aux valeurs de l'Union européenne et au minimum à 60 % de son actif sur un ou plusieurs marchés des actions émises dans un ou plusieurs pays de la zone euro de son actif (conformément à l'article 125-0 A du code général des impôts).

L'utilisation des titres de créance et instruments du marché monétaire a pour unique but de rémunérer sans risque les liquidités présentes dans le fonds.

Les instruments sont des titres obligataires ou monétaires représentants de la dette publique française.

Le FCP ne pourra pas détenir plus de 10 % de son actif en parts ou actions d'OPCVM monétaires, obligataires et/ou actions (OPCVM conformes à la directive européenne ou de droit français).

Ces parts ou actions d'OPCVM servent à rémunérer les liquidités présentes dans le fonds ou à respecter son objectif de gestion.

Les actifs de Macif croissance durable et solidaire sont investis également entre 5 % et 10 % en titres émis par des entreprises solidaires agréées en application de l'article L. 443-3-1 du code du travail ou en parts de FCPR ou en titres émis par des sociétés de capital-risque, sous réserve que leur actif soit composé d'au moins 40 % de titres émis par des entreprises solidaires agréées en application de l'article L. 443-3-1 du code du travail.

Dans le cadre de la loi du 19 février 2001, les entreprises solidaires doivent répondre à deux principales conditions. La première est d'être des entreprises non cotées. La seconde condition peut se subdiviser en deux branches. Les entreprises solidaires doivent :

- soit employer des salariés dont un tiers au moins bénéficie d'un « contrat jeune » ou d'un contrat d'insertion ou présente un handicap grave ou relève d'un atelier protégé ou d'un centre d'aide par le travail ;
- soit être constituées sous forme d'associations, de coopératives, de mutuelles, d'institutions de prévoyance ou de sociétés dont les dirigeants sont élus par les salariés, adhérents ou sociétaires ; leur rémunération doit être inférieure à un plafond annuel défini par la loi.

#### Profil de risque

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Au travers du FCP Macif croissance durable et solidaire, le porteur s'expose principalement aux risques suivants :

Risque actions et de marché :

Le fonds est exposé au minimum à 60 % aux actions. Si les marchés baissent la valeur liquidative du fonds baissera.

Risque discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire appliqué au fonds repose sur la sélection des valeurs. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les valeurs les plus performantes. La performance du fonds peut donc être inférieure à l'objectif de gestion. Le fonds peut en outre avoir une performance négative.

Risque de perte en capital :

L'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut donc ne pas lui être restitué.

Le détail des risques et des risques accessoires (risque de taux) est disponible dans la note détaillée.

La durée minimale de placement recommandée est supérieure à 5 ans.

Nous attirons l'attention des porteurs sur la durée légale de blocage de leurs avoirs pendant 5 ans.

Intervention du FCPE « Macif croissance durable ES » sur les marchés à terme et conditionnels : non.

### *Fonctionnement du fonds*

La valeur liquidative est calculée le dernier jour de bourse ouvré non férié de la semaine et est datée de ce même jour.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative : Société générale, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Affichage dans les entreprises.

Conformément aux dispositions de l'article 411-31 du règlement général de l'AMF, elle est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination. Elle est mise à disposition du conseil de surveillance à compter du premier jour ouvrable qui suit sa détermination et affichée dans les locaux de l'entreprise et de ses établissements. Le conseil de surveillance peut obtenir sur sa demande communication des valeurs liquidatives calculées.

- la composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre et communiquée sur demande des porteurs de parts par l'entreprise. Un rapport annuel de gestion est par ailleurs adressé aux porteurs de parts par l'entreprise.
- établissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : Natexis Interépargne, 68-76, quai de la Rapée, 75606 Paris Cedex 12, ou tout autre teneur de comptes conservateur de parts avec lequel l'entreprise aura conclu une convention.

Modalités de souscription et de rachat :

- apports et retraits :
  - en numéraire ou apports de titres ;
  - possibilité de souscrire en fractions de parts ;
- mode d'exécution : prochaine valeur liquidative.

Les sommes versées au fonds doivent être confiées au teneur de compte conservateur des parts avant le calcul de la valeur liquidative.

Les demandes de remboursement de parts sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative au prix de rachat conformément aux modalités prévues dans le règlement. Elles sont reçues à tout moment par le teneur de compte conservateur des parts.

Ces demandes, accompagnées s'il y a lieu des pièces justificatives, doivent être adressées à l'entreprise qui après contrôle les valide et les fait parvenir au teneur de compte conservateur des parts, avant la détermination de la valeur de la part, au plus tard à 16 h la veille de la détermination de la valeur de part.



- commission de souscription à l'entrée : 3 % maximum :
  - à la charge de l'entreprise selon convention par entreprise ;
  - à la charge des porteurs selon convention par entreprise.

Le total des frais de souscription de l'OPCVM maître Macif croissance durable et solidaire et de Macif croissance durable et solidaire ES s'élève à 3 % maximum.

- commission de rachat à la sortie : néant (sans autres frais indirects) ;
- commission d'arbitrage : selon convention par entreprise.

Frais de fonctionnement et de gestion : 0,60 % l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds.

Les frais de gestion indirects s'élèvent à 1,10 % l'an TTC maximum de l'actif net du fonds sous-jacent.

Le total des frais de gestion directs et indirects s'élève à 1,70 % l'an TTC maximum de l'actif net.

Ces frais ne comprennent pas les honoraires du contrôleur légal des comptes du FCPE, qui sont à la charge de la société de gestion. Le montant de ces honoraires figure dans le rapport annuel de gestion.

Commission de surperformance : néant.

Commission de mouvement : néant.

Affectation des revenus du fonds : réinvestissement dans le fonds.

Frais de tenue de compte conservation :

- à la charge de l'entreprise, pour les salariés ;
- convention par entreprise, pour les porteurs ayant quitté l'entreprise.

Frais de tenue de conservation : convention par entreprise.

Délai d'indisponibilité :

- 5 ans ;
- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO, PERCOI).

Disponibilité des parts :

- 1<sup>er</sup> du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les droits sont nés (participation seule ou avec PEE ou PEI ou PEG) ;
- dernier jour du 6<sup>e</sup> mois (PEE ou PEI seul) de la 5<sup>e</sup> année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les versements ont été effectués (PEE, PEI ou PEG seul) ;
- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO, PERCOI).

Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance :

Les salariés bénéficiaires ou leurs ayants droit peuvent demander le rachat de tout ou partie de leurs parts, dans les conditions prévues dans l'accord de participation et/ou des règlements des divers plans d'épargne salariale. Les demandes de rachats accompagnées s'il y a lieu des pièces justificatives, sont à adresser, éventuellement par l'intermédiaire de l'Entreprise au teneur de compte conservateur de parts et sont exécutées au prix de rachat calculé conformément aux modalités prévues dans le règlement dans un délai n'excédant pas 15 jours ouvrés après l'établissement de la première valeur liquidative suivant la réception de la demande.

Valeur de la part à la constitution du fonds : 100 €.

*Nom et adresse des intervenants*

Société de gestion : Macif Gestion, Carré Haussmann, 22-28, rue Joubert, 75435 Paris Cedex 09.

Dépositaire : Société générale, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Conservateur : Société générale, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Contrôleur légal des comptes : APLITEC, 44, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

Teneur de compte conservateur des parts : Natexis Interépargne, 68-76, quai de la Rapée, 75606 Paris Cedex 12, ou tout autre teneur de comptes conservateur de parts avec lequel l'entreprise aura conclu une convention.

Ce FCPE a été agréé par la Commission des opérations de Bourse, devenue AMF, le 19 mars 2002.

Date de la dernière mise à jour de la notice : 4 juillet 2006.

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE.

Au plus tard quatre mois après la clôture de l'exercice, le rapport annuel certifié du FCPE ainsi que le rapport annuel du FCPE maître sont adressés à l'entreprise qui les diffuse ensuite à chacun des porteurs parts.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**NOTICE D'INFORMATION DU FONDS COMMUN DE  
PLACEMENT D'ENTREPRISE À COMPARTIMENTS  
MULTIPLES**

**Groupama Epargne responsable**

**N° code COB : 08427**

Compartiment :                      oui ☒    non ☐

12 compartiments

Compartiment Groupama Epargne respon-  
sable sécurité 1 ..... (code COB n° 08428)

agréé par la Commission des opérations de  
Bourse le 24 juin 2003

Nourricier :    oui ☐    non ☒

Compartiment Groupama Epargne respon-  
sable sécurité 2 ..... (code COB n° 08429)

agréé par la Commission des opérations de  
Bourse le 24 juin 2003

Nourricier :    oui ☐    non ☒

Compartiment Groupama Epargne respon-  
sable prudence 1 ..... (code COB n° 08430)

agréé par la Commission des opérations de  
Bourse le 24 juin 2003

Nourricier :    oui ☐    non ☒

Compartiment Groupama Epargne respon-  
sable prudence 2 ..... (code COB n° 08431)

agréé par la Commission des opérations de  
Bourse le 24 juin 2003

Nourricier :    oui ☐    non ☒

Compartiment Groupama Epargne responsable Equilibre 1 ..... (code COB n° 08432)

agréé par la Commission des opérations de Bourse le 24 juin 2003

Nourricier : oui ☐ non ☒

Compartiment Groupama Epargne responsable Equilibre 2 ..... (code COB n° 08433)

agréé par la Commission des opérations de Bourse le 24 juin 2003

Nourricier : oui ☐ non ☒

Compartiment Groupama Epargne responsable Dynamique 1 ..... (code COB n° 08434)

agréé par la Commission des opérations de Bourse le 24 juin 2003

Nourricier : oui ☐ non ☒

Compartiment Groupama Epargne responsable Dynamique 2 ..... (code COB n° 08435)

agréé par la Commission des opérations de Bourse le 24 juin 2003

Nourricier : oui ☐ non ☒

Compartiment Groupama Epargne responsable Solidaire 1 ..... (code COB n° 08436)

agréé par la Commission des opérations de Bourse le 24 juin 2003

Nourricier : oui ☐ non ☒

Compartiment Groupama Epargne responsable Solidaire 2 ..... (code COB n° 08437)

agréé par la Commission des opérations de Bourse le 24 juin 2003

Nourricier : oui ☐ non ☒

Compartiment Groupama Epargne responsable Emploi régional 1 ..... (code COB n° 08438)  
agréé par la Commission des opérations de Bourse le 24 juin 2003

Nourricier : oui ☐ non ☒

Compartiment Groupama Epargne responsable Emploi régional 2 ..... (code COB n° 08439)  
agréé par la Commission des opérations de Bourse le 24 juin 2003

Nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et le cas échéant aux mandataires sociaux désignés à l'article L. 443-1 du code du travail et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises adhérentes au FCPE. Ce Conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport annuel de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable à toutes modifications du règlement du FCPE. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE « Groupama Epargne responsable » sur simple demande auprès de Groupama Epargne salariale.

Le FCPE « Groupama Epargne responsable » est un fonds multi-entreprise à compartiments multiples.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier et à ce titre investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise.

Créé pour l'application :

- des accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
- des PEE, PEG ou PEI établis par les sociétés adhérentes pour leur personnel et éventuellement les dirigeants des entreprises concernées ;

- des plans partenariaux d'épargne salariale volontaire (PPESV) pour leur personnel et éventuellement les dirigeants des entreprises concernées ;
- des plans partenariaux d'épargne salariale volontaire de groupe (PPESVG) pour leur personnel et éventuellement les dirigeants des entreprises concernées ;
- des plans partenariaux d'épargne salariale volontaire inter-entreprises (PPESVI) pour leur personnel et éventuellement les dirigeants des entreprises concernées.

Conseil de surveillance : composé pour chaque entreprise de :

- 2 membres salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, élus directement par les porteurs de parts, ou désignés par le ou les comités des entreprises ou par les représentants des diverses organisations syndicales, le choix étant laissé aux entreprises ;
- 1 membre représentant la direction désigné par l'entreprise.

Chaque compartiment sera représenté au conseil de surveillance.

Nom et adresse des intervenants :

Société de gestion : Groupama Asset Management, 25, rue de Courcelles, 75008 Paris.

Dépositaire : Banque Finama, 157, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Teneur de compte conservateur : Groupama Epargne salariale, 4-6, avenue d'Alsace, 92033 Paris La Défense Cedex.

Commissaire aux Comptes : Deloitte & Associés, 185, avenue Charles-de-Gaulle, BP 136, 92203 Neuilly-sur-Seine.

Ce FCPE a été agréé par la COB, le 24 juin 2003.

Date de la dernière mise à jour de la notice d'information : 30 juin 2005.

La présente notice doit obligatoirement être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

### **Compartiment Groupama Epargne responsable Sécurité 1**

#### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Épargne responsable Sécurité 1 » est classé dans la catégorie « Monétaire euro ».

A ce titre, le compartiment est investi directement ou indirectement en produits de taux français et/ou étrangers référencés sur l'EONIA.

L'objectif de gestion vise à la recherche d'une valorisation du capital la plus régulière possible tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « Socialement Responsable ».

Expertise interne :

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Groupama Asset Management dispose de ses propres ressources au sein de sa direction Analyse Financière et Crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect

purement financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères « sociétaux » (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle...) et environnementaux (réduction des gaz à effets de serre, réhabilitation de sites industriels...).

Sources indépendantes d'information :

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables).

Pour réaliser cet objectif, le compartiment sera investi, directement ou au travers d'OPCVM à vocation générale classés en « monétaire euro » investis dans des emprunts d'Etats respectueux des droits humains et sociaux. Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant

#### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de la Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la VL : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site internet de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr) rubrique épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama Epargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama Epargne salariale.

Modalités de souscriptions et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 1,00 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 0,60 % HT maximum de l'actif net. Ils sont à la charge du compartiment et calculés à chaque valeur liquidative. Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte conservation : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation PEE, PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG).

Disponibilité des parts :

- du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la 10<sup>e</sup> année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la 10<sup>e</sup> année suivant la date du 1<sup>er</sup> versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;
- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux : remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité.

Remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité.

Remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama Épargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 €.

### **Compartiment Groupama Epargne responsable Prudence 1**

#### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Epargne responsable Prudence 1 » est classé dans la catégorie « Diversifié ».

Le compartiment gère de façon discrétionnaire dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

A ce titre, le compartiment est en permanence investi et/ou exposé sur un ou plusieurs marchés de taux de pays de la zone euro, et entre 10 % et 15 % dans des actions de la zone euro. L'objectif de gestion vise à la recherche d'une valorisation du capital dans un degré de risque limité tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « Socialement Responsable ».

Expertise interne :

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Groupama Asset Management dispose de ses propres ressources au sein de sa direction Analyse Financière et Crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect



purement financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères « sociétaux » (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle) et environnementaux (réduction des gaz à effets de serre, réhabilitation de sites industriels...).

Sources indépendantes d'information :

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables).

Pour réaliser cet objectif, le compartiment sera investi en emprunts d'Etats, en organismes supra-nationaux d'aide au développement, et en sociétés de développement régional. Il sera également investi en emprunts d'entreprises respectant des critères socialement responsables.

Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant.

#### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de la Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la VL : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site internet de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr) rubrique épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama Epargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama Epargne salariale.

Modalités de souscriptions et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 4,00 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 1,00 HT % maximum de l'actif net. Ils sont à la charge du compartiment et calculés à chaque valeur liquidative. Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation PEE ou PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG).

Disponibilité des parts :

- du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la dixième année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la 10<sup>e</sup> année suivant la date du 1<sup>er</sup> versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;
- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux : remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité.

Remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité.

Remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama Epargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 €.

### **Compartiment Groupama Epargne responsable Equilibre 1**

#### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Epargne responsable Equilibre 1 » est classé dans la catégorie « Diversifié ».

Le compartiment gère de façon discrétionnaire dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

A ce titre, le compartiment a pour objet la gestion d'un portefeuille diversifié de valeurs françaises et étrangères, tant en actions qu'en obligations.

L'objectif de gestion vise à la recherche d'une valorisation du capital à moyen terme tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « socialement responsable ».

Expertise interne :

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Groupama Asset Management dispose de ses propres ressources au sein de sa direction analyse financière et crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect pure-

ment financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères sociétaux (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle...) et environnementaux (réduction des gaz à effets de serre, réhabilitation de sites industriels...).

Sources indépendantes d'information :

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables).

Pour réaliser cet objectif, le compartiment sera prioritairement investi pour la partie obligataire en emprunts d'Etat, respectueux des droits humains et sociaux, en organismes supranationaux d'aide au développement, et en sociétés de développement régional. Il sera également investi en emprunts d'entreprises offrant le meilleur profil après application d'un certain nombre de critères sociaux, notamment la création d'emplois, et environnementaux définis par la cellule socialement responsable de Groupama Asset Management. Pour la partie actions, l'actif sera prioritairement investi en titres d'entreprises offrant le meilleur profil après application d'un certain nombre de critères sociaux, notamment la création d'emplois et environnementaux définis par la cellule socialement responsable de Groupama Asset Management.

Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant.

#### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la valeur liquidative : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site internet de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr) rubrique épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama épargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama épargne salariale.

Modalités de souscriptions et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 4 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 1,40 % HT maximum de l'actif net. Ils sont à la charge du compartiment et calculés à chaque valeur liquidative.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation PEE, PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG).

Disponibilité des parts :

- du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la 10<sup>e</sup> année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la 10<sup>e</sup> année suivant la date du premier versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;
- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux :

- remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama épargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 €.

### **Compartiment Groupama Epargne responsable Dynamique 1**

#### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Epargne responsable Dynamique 1 » est classé dans la catégorie « Actions françaises ».

A ce titre, le compartiment est en permanence investi et/ou exposé à hauteur de 60 % au moins sur le marché des actions françaises, une partie des actifs du compartiment sera également investi en obligations de la zone euro et en obligations internationales. L'objectif de gestion vise à la recherche d'une valorisation du capital à moyen terme tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « socialement responsable ».

Expertise interne :

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Groupama Asset Management dispose de ses propres ressources au sein de sa direction analyse financière et crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect purement financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères sociétaux (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle...) et environnementaux (réduction des gaz à effets de serre, réhabilitation de sites industriels...).

Sources indépendantes d'information :

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables).

Pour réaliser cet objectif, l'actif sera prioritairement investi en titres d'entreprises offrant le meilleur profil après application d'un certain nombre de critères sociaux, notamment la création d'emplois, et environnementaux définis par la cellule « socialement responsable » de Groupama Asset Management.

Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant.

#### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la valeur liquidative : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site internet de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr) rubrique épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama Epargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama Epargne salariale.

Modalités de souscriptions et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 4 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 2,20 % HT maximum. Ils sont à la charge du compartiment et calculés à chaque valeur liquidative.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation PEE, PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG).

Disponibilité des parts :

- du premier jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la 10<sup>e</sup> année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la 10<sup>e</sup> année suivant la date du premier versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;
- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux :

- remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama Epargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 € .

### **Compartiment Groupama Epargne responsable Solidaire 1**

#### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Epargne responsable Solidaire 1 » est classé dans la catégorie « actions de la zone euro ».

A ce titre, le compartiment est en permanence investi et/ou exposé directement ou indirectement au travers d'autres OPCVM à hauteur de 60 % au moins sur le marché des actions de la zone euro. L'objectif de gestion de ce compartiment est d'investir en priorité dans les titres de sociétés qui favo-

risent l'emploi et l'insertion sociale. L'objectif de gestion du compartiment vise à la recherche d'une valorisation du capital à moyen terme tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « socialement responsable ».

#### Expertise interne :

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Groupama Asset Management dispose de ses propres ressources au sein de sa direction analyse financière et crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect purement financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères sociétaux (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle...) et environnementaux (réduction des gaz à effets de serre, réhabilitation de sites industriels...).

#### Sources indépendantes d'information :

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables).

L'actif du compartiment est également investi entre 5 et 10 % en titres émis par des entreprises solidaires agréées en application de l'article L. 443-3-1 du code du travail ou en parts de FCPR ou en titres émis par des sociétés de capital-risque, sous réserve que leur actif soit composé d'au moins 40 % de titres émis par des entreprises solidaires agréées en application de l'article L. 443-3-1 du Code du travail. Le reste de l'actif du compartiment est investi en produits de taux et prioritairement en emprunts d'Etats, en organismes supra-nationaux d'aide au développement, en sociétés de développement régional, et en emprunts d'entreprises respectant des critères socialement responsables préalablement définis par la cellule socialement responsable de Groupama Asset Management.

Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant.

#### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la valeur liquidative : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site internet de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr) rubrique épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama Epargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama Epargne salariale.

Modalités de souscriptions et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 2 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 1,40 % HT maximum. Ils sont à la charge du compartiment et calculés à chaque valeur liquidative.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation PEE, PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG).

Disponibilité des parts :

- du premier jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la 10<sup>e</sup> année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la 10<sup>e</sup> année suivant la date du premier versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;
- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux :

- remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama Epargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 €.

### **Compartiment Groupama Epargne responsable Emploi régional 1**

#### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Epargne responsable Emploi régional 1 » est classé dans la catégorie « Actions de la zone euro ».



A ce titre, le compartiment est en permanence investi directement ou indirectement, notamment dans le FCP à vocation générale Groupama Avenir euro, dans des actions de la zone euro.

Le pourcentage détenu du FCP Groupama avenir euro au travers de ce compartiment ne dépassera pas 50 % de l'actif du compartiment. L'objectif de gestion vise à la recherche d'une valorisation du capital à moyen terme tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « socialement responsable ».

Expertise interne :

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Groupama Asset Management dispose de ses propres ressources au sein de sa direction analyse financière et crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect purement financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères sociétaux (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle...) et environnementaux (réduction des gaz à effets de serre, réhabilitation de sites industriels...).

Sources indépendantes d'information :

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables).

La politique de gestion consiste en une sélection de petites et moyennes capitalisations de la zone euro participant à la vitalité du tissu local économique (français et européens) et à la création d'emplois en régions. Accessoirement le compartiment sera investi dans des PME régionales non cotées créatrices d'emplois sur proposition du pôle Private Equity à la cellule socialement responsable de Groupama Asset Management.

Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant.

### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de la Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la valeur liquidative : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site internet de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr) rubrique épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama Epargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama Epargne salariale.

Modalités de souscriptions et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 4 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 2,50 % HT maximum. Ils sont à la charge du compartiment et calculés à chaque valeur liquidative.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation PEE, PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG).

Disponibilité des parts :

- du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la 10<sup>e</sup> année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la 10<sup>e</sup> année suivant la date du premier versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;
- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux :

- remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama épargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 €.

### **Compartiment Groupama Epargne responsable Sécurité 2**

#### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Epargne responsable Sécurité 2 » est classé dans la catégorie « Monétaire euro ».

A ce titre, le compartiment est investi directement ou indirectement en produits de taux français et/ou étrangers référencés sur l'EONIA.

L'objectif de gestion vise à la recherche d'une valorisation du capital la plus régulière possible tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « socialement responsable ».

Expertise interne :

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Groupama Asset Management dispose de ses propres ressources au sein de sa direction analyse financière et crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect purement financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères sociétaux (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle...) et environnementaux (réduction des gaz à effet de serre, réhabilitation de sites industriels...).

Sources indépendantes d'information :

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables).

Pour réaliser cet objectif, le compartiment sera investi, directement ou au travers d'OPCVM à vocation générale classés en « monétaire euro » investis dans des emprunts d'Etats respectueux des droits humains et sociaux.

Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant.

### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de la Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la valeur liquidative : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site interne de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr) rubrique épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama Epargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama Epargne salariale.

Modalités de souscriptions et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 1 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 0,60 % HT maximum de l'actif net. Ils sont à la charge de l'entreprise et calculés à chaque valeur liquidative. Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte conservation : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation PEE, PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG).

Disponibilité des parts :

- du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la 10<sup>e</sup> année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la 10<sup>e</sup> année suivant la date du premier versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;
- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux :

- remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama Epargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 €.

### **Compartiment Groupama Epargne responsable Prudence 2**

#### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Epargne responsable Prudence 2 » est classé dans la catégorie « Diversifié ».

Le compartiment gère de façon discrétionnaire dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

A ce titre, le compartiment est en permanence investi et/ou exposé sur un ou plusieurs marchés de taux de pays de la zone euro, et entre 10 % et 15 % dans les actions de la zone euro. L'objectif de gestion vise à la recherche d'une valorisation du capital dans un degré de risque limité tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « socialement responsable ».

Expertise interne :

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Groupama Asset Management dispose de ses propres ressources au sein de sa direction analyse financière et crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect purement financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères sociétaux (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle...) et environnementaux (réduction des gaz à effets de serre, réhabilitation de sites industriels...).

Sources indépendantes d'information :

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables).

Pour réaliser cet objectif, le compartiment sera investi en emprunts d'Etat, en organismes supranationaux d'aide au développement, et en sociétés de développement régional. Il sera également investi en emprunts d'entreprises respectant des critères socialement responsables.

Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant.

#### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de la Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la valeur liquidative : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site interne de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr) rubrique épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama Epargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama Epargne salariale.

Modalités de souscriptions et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 4 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 1 % (HT) maximum de l'actif net. Ils sont à la charge de l'entreprise et calculés à chaque valeur liquidative. Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte conservation : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation PEE, PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG).

Disponibilité des parts :

- du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la 10<sup>e</sup> année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la dixième année suivant la date du premier versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;
- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux :

- remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama Epargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 €.

### **Compartiment Groupama Epargne responsable Equilibre 2**

#### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Epargne responsable Equilibre 2 » est classé dans la catégorie « Diversifié ».

Le compartiment gère de façon discrétionnaire dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

A ce titre, le compartiment a pour objet la gestion d'un portefeuille diversifié de valeurs françaises et étrangères, tant en actions qu'en obligations.

L'objectif de gestion vise à la recherche d'une valorisation du capital à moyen terme tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « socialement responsable ».

#### Expertise interne :

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Groupama Asset Management dispose de ses propres ressources au sein de sa direction analyse financière et crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect purement financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères sociétaux (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle...) et environnementaux (réduction des gaz à effet de serre, réhabilitation de sites industriels...).

#### Sources indépendantes d'information :

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables).

Pour réaliser cet objectif, le compartiment sera prioritairement investi pour la partie obligataire en emprunts d'Etat respectueux des droits humains et sociaux, en organismes supranationaux d'aide au développement, et en sociétés de développement régional. Il sera également investi en emprunts d'entreprises offrant le meilleur profil après application d'un certain nombre de critères sociaux, notamment la création d'emplois, et environnementaux définis par la cellule « socialement responsable » de Groupama Asset Management. Pour la partie actions, l'actif sera prioritairement investi en titres d'entreprises offrant le meilleur profil après application d'un certain nombre de critères sociaux, notamment la création d'emplois et environnementaux définis par la cellule « socialement responsable » de Groupama Asset Management.

Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant.

#### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de la Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la valeur liquidative : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site internet de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr) rubrique épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama Epargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama Epargne salariale.

Modalités de souscriptions et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 4 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 1,40 % HT maximum de l'actif net. Ils sont à la charge de l'entreprise et calculés à chaque valeur liquidative.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation PEE, PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG).

Disponibilité des parts :

- du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la 10<sup>e</sup> année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la 10<sup>e</sup> année suivant la date du premier versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;
- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux :

- remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama Epargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 €.



## **Compartiment Groupama Epargne responsable Dynamique 2**

### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Epargne responsable Dynamique 2 » est classé dans la catégorie « Actions françaises ».

A ce titre, le compartiment est en permanence investi et/ou exposé à hauteur de 60 % au moins sur le marché des actions françaises, une partie des actifs du compartiment sera également investie en obligations de la zone euro et en obligations internationales. L'objectif de gestion vise à la recherche d'une valorisation du capital à moyen terme tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « socialement responsable ».

Expertise interne :

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Groupama Asset Management dispose de ses propres ressources au sein de sa direction analyse financière et crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect purement financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères « sociétaux » (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle...) et environnementaux (réduction des gaz à effets de serre, réhabilitation de sites industriels...).

Sources indépendantes d'information :

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables).

Pour réaliser cet objectif, l'actif sera prioritairement investi en titres d'entreprises offrant le meilleur profil après application d'un certains nombre de critères sociaux, notamment la création d'emplois, et environnementaux définis par la cellule « socialement responsable » de Groupama Asset Management.

Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant.

### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de la Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la VL : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site internet de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr), rubrique : épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama Epargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama Epargne salariale.

Modalités de souscription et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 4 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 2,20 % HT maximum. Ils sont à la charge de l'entreprise et calculés à chaque valeur liquidative.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation PEE, PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG)

Disponibilité des parts :

- du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la 10<sup>e</sup> année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la 10<sup>e</sup> année suivant la date du premier versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;
- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux :

- remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama Epargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 €.

## **Compartiment Groupama Epargne responsable Solidaire 2**

### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Epargne responsable Solidaire 2 » est classé dans la catégorie « Actions de la zone euro ».

A ce titre, le compartiment est en permanence investi et/ou exposé directement ou indirectement au travers d'OPCVM à hauteur de 60 % au moins sur le marché des actions de la zone euro. L'objectif de gestion de ce compartiment est d'investir en priorité dans les titres de sociétés qui favorisent l'emploi et l'insertion sociale. L'objectif de gestion du compartiment vise à la recherche d'une valorisation du capital à moyen terme tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « socialement responsable ».

#### **Expertise interne :**

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Groupama Asset Management dispose de ses propres ressources au sein de sa direction analyse financière et crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect purement financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères « sociétaux » (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle...) et environnementaux (réduction des gaz à effet de serre, réhabilitation de sites industriels...).

#### **Sources indépendantes d'information :**

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables). L'actif du compartiment est également investi entre 5 et 10 % en titres émis par des entreprises solidaires agréées en application de l'article L. 443-3-1 du code du travail ou en parts de FCPR ou en titres émis par des sociétés de capital-risque, sous réserve que leur actif soit composé d'au moins 40 % de titres émis par des entreprises solidaires agréées en application de l'article L. 443-3-1 du code du travail. Le reste de l'actif du compartiment est investi en produits de taux et prioritairement en emprunts d'Etat, en organismes supranationaux d'aide au développement, en sociétés de développement régional, et en emprunts d'entreprises respectant des critères socialement responsables préalablement définis par la cellule socialement responsable de Groupama Asset Management.

Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant.

### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de la Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la VL : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site internet de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr) rubrique épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama Epargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama Epargne salariale.

Modalités de souscriptions et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 2 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 1,40 % HT maximum. Ils sont à la charge de l'entreprise et calculés à chaque valeur liquidative.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation PEE, PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG).

Disponibilité des parts :

- du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la 10<sup>e</sup> année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la 10<sup>e</sup> année suivant la date du premier versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;
- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux :

- remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama Epargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 €.

## **Compartiment Groupama Epargne responsable Emploi régional 2**

### *Orientation de gestion du compartiment*

Le compartiment « Groupama Epargne responsable Emploi régional 2 » est classé dans la catégorie « Actions de la zone euro ».

A ce titre, le compartiment est en permanence investi et/ou exposé directement ou indirectement dans le FCP à vocation générale « Groupama Avenir euro » dans des actions de la zone euro.

Le pourcentage détenu du FCP Groupama Avenir euro au travers de ce compartiment ne dépassera pas 50 % de l'actif du compartiment. L'objectif de gestion vise la recherche d'une valorisation du capital à moyen terme tout en investissant dans des titres répondant aux critères du « socialement responsable ».

Expertise interne :

Afin d'analyser de façon rigoureuse ces critères, Finama dispose de ses propres ressources au sein de sa direction Analyse financière et crédit (AFC). Cette structure complète l'étude de l'aspect purement financier des sociétés par une recherche complémentaire sur les critères « sociétaux » (respect du dialogue social, amélioration de l'insertion professionnelle...) et environnementaux (réduction des gaz à effet de serre, réhabilitation de sites industriels...).

Sources indépendantes d'information :

Pour ce faire, nos analystes prennent notamment en compte les travaux issus de divers organismes spécialisés (experts indépendants, observatoires nationaux et internationaux, sociétés de notation et d'évaluation sociétales, asset-managers spécialisés, analystes sell-sides spécialistes en investissements socialement responsables).

La politique de gestion consiste en une sélection de petites et moyennes capitalisations de la zone euro participant à la vitalité du tissu local économique (français et européen) et à la création d'emplois en région. Accessoirement le compartiment sera investi dans des PME régionales non cotées créatrices d'emplois sur proposition du pôle Private Equity à la cellule « socialement responsable » de Groupama Asset Management.

Interventions sur les marchés à terme (contrats « futures » et options sur contrats « futures ») ou optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui.

Garantie de capital et/ou de performance ou de protection : néant.

### *Fonctionnement du compartiment*

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : chaque mardi, excepté les jours fériés légaux. Le calendrier de référence est la Bourse de Paris.

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de la Bourse de Paris du mois de mars.

Lieu ou mode de publication de la VL : affichage dans les locaux de la société de gestion et des entreprises adhérentes et disponible sur le site internet de la société de gestion [www.groupama-am.fr](http://www.groupama-am.fr) rubrique épargne salariale.

Publication de la composition de l'actif : chaque semestre.

Publication du dernier rapport : auprès de Groupama Epargne salariale. Le rapport de gestion est par ailleurs adressé aux entreprises dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats : Groupama Epargne salariale.

Modalités de souscriptions et de rachats : les apports et retraits s'effectuent en numéraire.

Mode d'exécution : sur la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription : 4 % maximum (à la charge de l'entreprise ou du salarié selon convention).

Commission de rachat : néant.

Frais de gestion : 2,50 % HT maximum. Ils sont à la charge de l'entreprise et calculés à chaque valeur liquidative.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion. Ils ne sont pas pris en compte dans les frais de gestion. Leur montant figure dans le rapport annuel de gestion.

Affectation des revenus du compartiment : réinvestissement dans le compartiment.

Frais de tenue de compte : à la charge de chaque entreprise, éventuellement à la charge des souscripteurs ayant quitté l'entreprise.

Délai d'indisponibilité : 5 ans (accords de participation, PEE, PEI ou PEG) ou 10 ans (PPESV, PPESVI ou PPESVG).

Disponibilité des parts :

- du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année (participation seule ou avec PEE, PEI ou PEG) ou de la 10<sup>e</sup> année (participation investie dans PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 5<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PEE, PEI ou PEG) ;
- de la 10<sup>e</sup> année suivant la date du premier versement (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme fixe) ;
- du dernier jour du 6<sup>e</sup> mois de la 10<sup>e</sup> année de l'année au titre de laquelle sont nés les droits (PPESV, PPESVI ou PPESVG à terme glissant) ;

- avant l'expiration de ces délais, dans les cas prévus par la loi.

Modalités de demande de remboursements anticipés, quinquennaux et décennaux :

- remboursements quinquennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements décennaux sur demande écrite au plus tôt au moment de la mise en disponibilité ;
- remboursements anticipés sur demande de rachat et pièces justificatives.

Tous ces documents sont à adresser à Groupama Epargne salariale.

Valeur de la part à la constitution du compartiment : 20 €.